

## SOUTENABILITE - DÉVELOPPEMENT DURABLE

### Définition

C'est le développement qui répond aux besoins des générations présentes (en particulier des plus démunis) sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.

### Explications

Le *développement durable*, ou *soutenable* ou *soutenabilité*, est apparu comme une revendication forte avant d'apparaître comme une notion parfaitement définissable.

L'hypothèse de base est que le type et le rythme actuels de croissance n'apparaissent plus comme soutenables dans la durée, pour des raisons essentiellement écologiques mais aussi démographiques et sociales, voire politique. Cette sensibilité date au moins du rapport Meadows (ou du Club de Rome) : « Halte à la croissance ! » dès 1972.

### Origine de la notion

L'expression elle-même est apparue plus tard (en 1980) dans une publication de l'Union internationale pour la conservation de la nature, mais elle a surtout été reprise et popularisée par le rapport Brundtland en 1987, produit par une commission " environnement et développement » de l'ONU. Cette commission le définissait comme « le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins ». Et l'auteur l'illustre récemment en disant : " Au lieu d'étudier l'énergie, la pollution de façon séparée, nous avons placé l'être humain au centre de la problématique. Nous nous sommes simplement demandé : de quoi avons-nous besoin pour garantir que chaque personne, ses enfants, ses petits-enfants et les générations à venir puissent avoir assez de nourriture, de protection, de dignité et de liberté pour vivre des vies riches et constructives ? »

Mais, à partir de là, selon le rapport de la commission Environnement du 11e plan (Godard et Theys), il y a au moins 4 interprétations différentes de cette notion. Selon eux :

le rapport Brundtland la centre abstraitement sur l'impératif de satisfaction des besoins humains de demain.

### Les approches

une **approche gestionnaire** la centrerait sur l'impératif de préservation d'un « *capital nature* » suffisant pour que sa croissance naturelle ne soit pas dépassée par les prélèvements humains prévisibles.

une **approche néo-classique** la centrerait sur l'impératif théorique de préservation du *revenu* réel par tête dans le cadre de la substituabilité généralisée des ressources aptes à préserver la satisfaction procurée par l'unité monétaire marginale.

une **approche plus solidaire** critiquerait cette notion abstraite d'équité intergénérationnelle en disant qu'elle n'a aucun sens tant que le développement n'est pas plus équitable à l'intérieur de la génération contemporaine. Ainsi l'impératif d'équilibrage (social) du développement actuel serait une condition préalable à la formalisation de principes opérationnels pour l'arbitrage entre consommations futures et consommations actuelles.

On voit que la notion est riche mais que sa « mise en musique » politique est particulièrement délicate : à quelles conditions et à quel point pourra-t-on vraiment concilier les objectifs économiques, les objectifs sociaux et culturels, et les objectifs environnementaux du développement ?

## Indicateurs

L'indicateur le plus connu pour se préoccuper d'un plus grand nombre des objectifs de la croissance et du **développement est l'IDH** (indicateur, ou indice, de développement humain). **L'IDH est intéressant mais n'est pas réellement un indicateur du développement durable mais plutôt seulement du développement.** Le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) a d'ailleurs complété sa batterie d'indicateurs du niveau de développement, en particulier par la mesure de l'**IPH** (indicateur de pauvreté humaine) ou de l'**IDH ajusté aux inégalités**.

**Un grand nombre d'indicateurs seraient aussi à suivre, notamment en ce qui concerne :**

- l'évolution démographique
- les divers dégâts environnementaux et sociaux de la *croissance économique* (voir tout ce qui concerne les critiques du *PIB*)
- l'évolution de la *pauvreté* sur la zone étudiée

**Avec le renouveau de la question environnementale - et changement climatique - de nouveaux indicateurs de la soutenabilité de la croissance pour les générations futures se développent :**

- L'*empreinte écologique*
- l'*épuisement tendanciel des stocks de matières premières* (renouvelables ou non)
- la *régression de la biodiversité* (et certains ajouteraient de la diversité culturelle)

## Tendances

Les tendances lourdes ont été bien soulignées par le "sommet de Rio" en 1992, et elles n'ont malheureusement pas été inversées depuis : tous les paramètres de la vie terrestre sont en danger, l'eau, l'air, les sols (et leur caractère nourricier), les sous-sols, la forêt, la biodiversité, les climats, la santé des animaux et des hommes, enfin la démographie et la répartition des hommes par rapport à celle des ressources. On peut donc s'alarmer de l'émergence de configurations déflagrantes.

Face à l'urgence et à la nécessité d'agir, la deuxième tendance manifeste est la lenteur de la mise en place d'actions internationales.

## Enjeux

Les enjeux du *développement durable* sont généralement présentés comme ceux de la survie de l'humanité sur la planète. En réalité, il est évident que ce n'est pas toute l'humanité qui sera soumise aux mêmes risques et qu'elle ne le sera pas au même degré.

La question va aussi se poser en termes conflictuels :

Quelles parties de l'humanité pourront encore améliorer ou préserver leur mode et leur niveau de vie ?

Quelles parties devront en changer et dans quel sens ?

Quelles parties pourront se trouver exclues du partage des ressources les plus rares ?

A quel prix économique et humain se fera l'avenir ainsi choisi pour le développement (de plus en plus équitable ou de plus en plus inéquitable) ?

- La **problématique libérale** (dominante) pour rendre le développement plus durable consiste à généraliser encore le principe du *marché* afin que l'allocation des ressources rares continue de se faire sur la base unique des contrats de droit privé. Cette logique préside à la création d'un nouveau marché international des droits à polluer. L'idée est que les principales sources de pollution sont connues, et la tolérance de la planète à un certain niveau de chaque pollution est

également connue. Donc l'humanité, dans son ensemble, possède un certain "droit à polluer" qui reste à répartir équitablement entre les différentes régions du monde. Un premier débat consiste à savoir si la répartition initiale des droits raisonne en flux polluants additionnels absolus ou relatifs. (Il est clair que donner droit à 10% aux E.U. et 10 % à la Chine reviendrait à entériner (et même à aggraver) définitivement la différence de développement accessible entre ces 2 pays). Ensuite, chaque région utilise ou n'utilise pas les droits précédemment définis. Cela ouvre automatiquement un nouveau marché entre ceux qui ont plus de besoins (solvable, c'est-à-dire assortis d'une capacité de payer) et ceux qui ont pour le moment moins de besoins dans ce domaine (et plus dans un autre). Cette politique est celle qui impose le moins de contraintes aux entreprises.

- Une **politique plus interventionniste** consisterait d'une part à généraliser le "principe de précaution", d'autre part à généraliser le principe "pollueur-payeur". Selon le premier principe, aucune activité nouvelle ne pourrait être entreprise tant qu'elle n'aurait pas elle-même fait la preuve de sa non nocivité d'une part et de sa *soutenabilité* suffisante d'autre part. Selon le second principe, toute activité créant un dommage dans le *capital naturel* vital de la planète ne pourrait être entreprise que lorsque son coût d'*exploitation* aurait intégré le coût d'un renouvellement suffisant de ce capital naturel.

Le refus des américains de signer la convention de Rio sur la préservation du climat est généralement interprété comme le choix d'imposer la première problématique au détriment de la seconde.

Au delà de la durabilité écologique du type et du rythme de développement actuellement en vigueur dans les pays avancés, se pose également le problème de leur durabilité sociale et géopolitique. Déjà de nos jours, un grand nombre des conflits en cours sur la planète peuvent être interprétés comme des guerres du pétrole et des guerres de l'eau. Ce type de conflits pourrait se généraliser autour d'un plus grand nombre de biens vitaux et donner lieu à la solidarisation des populations les plus nombreuses et les plus démunies. Cette solidarisation pourrait prendre la forme de "guerres de civilisations" notamment entre le Nord et le Sud, et on devine déjà la forme terroriste que pourrait prendre de tels nouveaux conflits.

Il est donc urgent de prendre la mesure des enjeux de cette notion et de s'en saisir pour renouveler en profondeur, d'une part notre batterie d'indicateurs économiques trop aveugles à ces déséquilibres croissants, d'autre part nos problématiques économiques traditionnelles incapables de parvenir à un niveau de régulation à la hauteur de tels enjeux ou de tels risques.

### Erreurs Fréquentes

- Attention de **ne pas confondre *développement durable* et *développement (économique) ou *développement humain****.

Il y a dans l'idée de développement durable toute **une dimension écologique, environnementale et intergénérationnelle** qui n'est pas directement présente dans la notion de développement (économique) ou de développement humain.

Sources : d'après <http://ses.webclass.fr/>  
(+ mise à jour et modifications)